



# Le Chancelier Konrad Adenauer au "Bulletin Européen", :

PRESSE- UND INFORMATIONSAMT  
DER BUNDESREGIERUNG

274/36 - 66 IV

BONN, DEN 14. April 1959

WELCKERSTRASSE 11  
TELEFON 30481

Hausruf: 477

Grußwort des Herrn Bundeskanzlers  
an das "Bulletin Européen"

In dem Maße, in dem sich das Bewußtsein der Zusammengehörigkeit unter den Völkern Europas ausbreitet und für die Überlegungen der verantwortlichen Politiker bestimmend wird, eröffnen sich auch neue Möglichkeiten für die zukünftige Entwicklung des alten Kontinents.

Ein Zusammenschluß aus wirtschaftlichen und politischen Gründen ist die logische und natürliche Entwicklungsstufe unserer europäischen Geschichte. Hier alle Kräfte einzusetzen, ist Aufgabe aller vorausschauenden Europäer.

In diesem Sinne begrüße ich die Arbeit, die Sie mit Ihrer Zeitschrift seit nunmehr 10 Jahren leisten, und wünsche Ihnen für die Zukunft viel Erfolg.

Adenauer - Bundeskanzler

Dans la mesure où la conscience d'une commune appartenance s'étend parmi les peuples européens et devient déterminante dans la pensée des politiciens responsables, de nouvelles possibilités s'offrent aussi pour le développement futur du vieux continent.



Un accord pour des raisons économiques et politiques est l'étape logique et naturelle de notre histoire européenne. L'appuyer de toutes leurs forces, voilà le devoir de tous les européens prévoyants.

C'est pourquoi je rends hommage au travail que vous faites depuis dix ans et vous souhaite pour l'avenir beaucoup de succès.

ADENAUER

# MOUVEMENT EUROPEEN

## PRESIDENCE D'HONNEUR

Dr. Konrad ADENAUER, M. Léon BLUM (1948-1950), Sir Winston CHURCHILL, Comte R. COUDENHOVE - KALERGI, MM. Alcide de GASPERI (1948-1954), Robert SCHUMAN, Paul-Henri SPAAK.

Président: Robert Schuman

Vice-Présidents: Robert BICHET, Sir Rbert BOOTHBY, Hermann PUENDER.

Délégué général à la Propagande: André PHILIP.

Délégué général aux Relations Extérieures: Docteur J.-H. RETINGER.

Trésorier: Baron BOEL.

Secrétaire général: Robert van SCHENDEL.

## CONSEIL INTERNATIONAL

Président: Robert Schuman

Membres: Délégués des Mouvements affiliés, des Conseils Nationaux, des Comités nationaux en exil et des Organisations associées.

## BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL

Président: ROBERT SCHUMAN, Hermann ABS, Edward BEDDINGON-BEHRENS, P. R. BENTZ van den BERG, Robert BICHET, Baron BOEL, Georges BOHY, Arthur CALTEAUX, CRAVATTE, René COURTIN, Jean DRAPIER, Mulhis ETE, Fritz ERLER, Palmiro FORESI, André FRANCOIS-PONCET, Hans FURLER, Enrique GIRONELLA, Frode JAKOBSEN, LASKARIS, Lord LAYTON, René LHUILLIER, Eduard LUDWIG, Salvador de Madariaga, Roger MOTZ, Franco NOBILI, H. R. NORD, Randolfo PACCIARDI, André PHILIP, Georges REBATTET, Dr. J. H. RETINGER, Dieter ROSER, Etienne de la VALLEE-POUSSIN, Ernst von SCHENK, Karl WISTRAND, Terje WOLD, Robert van SCHENDE.

## CONSEIL PARLEMENTAIRE DU MOUVEMENT EUROPEEN

Président . . . . . Georges BOHY.

## COMITE D'ACTION

Président . . . . . André FRANCOIS-PONCET

## COMMISSIONS

Commission Économique et Sociale . . . . .	Hermann ABS
Commission pour la Jeunesse . . . . .	Robert SCHUMAN
Commission Culturelle . . . . .	Salvador de MADARIAGA.

## MOUVEMENTS AFFILIES

Ligue Européenne de Coopération Économique . . . . .	Baron BOEL.
Mouvement Libéral pour l'Europe Unie . . . . .	Roger MOTZ.
Mouvement Socialiste pour les États-Unis d'Europe . . . . .	André PHILIP.
Nouvelles Équipes Internationales . . . . .	Auguste De SCHRIJVER.
Union Européenne des Fédéralistes . . . . .	Enzo GIACCHERO
Centre d'Action Européenne Fédéraliste . . . . .	Henri BRUGMANS

Présidents:

## ORGANISATIONS ASSOCIEES:

Association Européenne des Enseignants

## INSTITUTIONS AUTONOMES

Centre Européen de la Culture (Genève) . . . . .	Denis de ROUGEMONT.
	Directeur
Collège d'Europe (Bruges) . . . . .	H. BRUGMANS, Recteur.
Commission de l'Europe Centrale et Orientale . . . . .	Étienne de la VALLEE-POUSSIN, Président.

## ORGANISATION ADHERENTE

Conseil des Communes d'Europe . . . . . Jean BARETH

Président:

## ORGANISATIONS ASSOCIEES

(voir la brochure « Construction Européenne »)

## SECRETARIAT GENERAL INTERNATIONAL

BRUXELLES: 44 rue Belliard, Tel. 13.45.75

## SECRETARIAT INTERNATIONAL POUR LA JEUNESSE

Délégué Général . . . . .	André PHILIP.
Délégué Général des Organisations de Jeunesse affiliées . . . . .	Franco NOBILI.
Secrétaire Général . . . . .	Philippe DESHORMES.

Siège: 44 rue Belliard - Bruxelles, - 4 Tel. 13.45.15

LES CONSEILS NATIONAUX: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, France, Grande Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse, Turquie.

# QUE FAIRE DE MASARYK ?

par STANISLAV KOUTNIK

Pourquoi les communistes mènent-ils contre le fondateur de la République Tchécoslovaque, une campagne aussi âpre ?

Un petit garçon intelligent — il avait 7 ans — était arrivé en Occident avec ses parents après une fuite dramatique de la Tchécoslovaquie. Tout d'abord il ne voulut pas parler et quand on l'interrogeait, sans répondre, il regardait autour de lui avec terreur. Ses parents étaient inquiets à son sujet. Mais enfin au bout de quelques jours il commença à s'habituer un peu au nouveau climat et l'on put enfin échanger quelques mots avec lui. « Qui était Lénine ? » lui demanda-t-on. Il répondit : « Lénine était un grand maître qui disait toujours : apprenez, apprenez ! » — « Et Staline ? » — « Staline était un grand fils de Lénine, il gouverna la Russie, habita au Kremlin, fut le père de tous » — « Connais-tu Malenkov ? » — « Celui-là est devenu président quand Staline est mort. Mais il n'était pas à sa place : c'était un paysan. Maintenant à sa place il y a Khrouchtchev. De lui je sais seulement qu'il est chauve... ». La glace était rompue, le petit écolier avait oublié sa timidité et l'on pouvait en arriver aux questions « plus délicates ». On lui demanda : — « Qui était Benes ? » — « Papa a dit qu'il a été une espèce de président et maman tenait une de ses photos cachées dans l'armoire ; il ressemblait à grand-père ». — « Et qui était Masaryk, tu sais Thomas Garrigue Masaryk ? » Pas de réponse mais on voyait que l'enfant réfléchissait. Puis il dit enfin : — « Je ne sais vraiment pas, mais je me rappelle qu'un jour où nous allions en autobus de Beroun à Prague, j'ai vu dans un village une grande statue sans tête et papa a dit que c'était celle de Masaryk ».

Cet homme sans tête, sur une place de village, près de Prague, est donc T. G. Masaryk, fondateur et premier président de la République Tchécoslovaque.

Pendant les premières années

de la République, aux élections communales, jusque dans les villages les plus éloignés, tout candidat au poste de maire avait l'habitude de promettre à ses électeurs : « Je ferai tout mon possible pour que nous ayons prochainement le monument de Masaryk ». Ce qui était dit sur un ton si convaincu que bien souvent c'en était assez pour être élu. Rien d'étonnant, donc, si depuis des années le peuple mène dans toute la Tchécoslovaquie toute une série de petits combats pour conserver ces monuments. Les villes et les villages où il existe encore en sont très fiers. D'ailleurs le régime communiste ne les fait détruire qu'en cachette, ce qui prouve qu'il s'agit d'une mesure impopulaire. Le matin, en se réveillant, les gens ne trouvent plus que le socle de la statue. Pour se mettre au travail ceux qui ont été chargés de la démolition et qui sont arrivés furtivement, attendent toujours qu'il fasse nuit. A Brno, la seconde ville tchécoslovaque quant au nombre des habitants, un matin, les jeunes gens, en allant à l'école, ne trouvèrent plus sur la place que la base du monument. Au lieu de continuer vers leurs écoles, ils allèrent chercher des fleurs et formant un cortège silencieux vinrent les déposer sur les derniers vestiges. Bien entendu la police intervint, mais des centaines de femmes et d'hommes sortis des fabriques accoururent pour prendre la défense des étudiants. Parfois, le gouvernement s'excuse de son vandalisme. A Litvinov le monument fut démolli sous prétexte qu'à

l'endroit précis où il se trouvait devait passer une nouvelle route. A Lovosico, près de Prerov, les autorités n'osèrent mutiler la statue de Masaryk que pendant la nuit. En Moravie les paysans qui veillaient jadis la nuit armés de fourches pour défendre leur curé, en font autant maintenant pour monter la garde au monument de Masaryk. Situation grotesque : omnipotent, le gouvernement joue avec la foule impuissante comme le chat avec la souris.

Toutes les fois que s'approche l'anniversaire de la naissance de Masaryk — le 7 mars — le gouvernement est bien obligé de se le rappeler et doit donner des instructions particulières à la police. Pendant longtemps la tombe de Masaryk s'est trouvée dans le plus grand abandon, car elle avait été entourée d'une grille pour que les passants ne puissent pas l'approcher et la couvrir de fleurs. Puis arriva à Prague le Président du Conseil indien, le Pandit Nehru et au cours de sa visite dans la capitale on voulut lui montrer le somptueux mausolée de Gottwald. Mais Nehru dit : « Je n'ai pas connu Gottwald, je ne crois pas nécessaire d'aller sur sa tombe ; montrez-moi plutôt celle de T. G. Masaryk ». Des raisons « protocolaires » permirent de renvoyer cette visite jusqu'au jour où la tombe, remise en état, se trouva présentable. Les Tchécoslovaques ont su gré à Nehru de ce geste d'autant plus que le Président manifesta le désir d'être accompagné par un grand nombre de ministres commu-

nistes qui durent ainsi rendre avec lui honneur à la mémoire de Masaryk.

\* \* \*

Et maintenant que faire de T. G. Masaryk? Pour le régime ce problème est un casse-tête. L'opinion publique ne s'y trompe pas; et rappelant cette nouvelle bien connue de Jean Neruda, qui date de 1848, où sont dépeintes les tribulations d'un pauvre homme qui ne savait comment se défaire d'un vieux matelas, elle redit avec lui: «Comment s'en débarrasser?». Pour l'histoire, Masaryk est un fondateur de la République Tchécoslovaque. Pour le peuple il a été un père de la nation, un serviteur de la justice, un défenseur des opprimés et leur condottière en des temps obscurs. La moindre allusion qui lui serait hostile susciterait une rébellion; et les communistes le savent bien. Aussi au début n'hésitaient-ils pas à déclarer que Masaryk avait été pour eux aussi «une figure et un exemple uniques».

Lorsque les communistes eurent effectué leur coup d'état, l'idéologue du parti, le vice-président du conseil Nejedly déclara: «Celui qui affirmerait que le nouveau régime démocratique populaire n'est pas masarykien, offense Masaryk, l'un des plus grands démocrates du vieux monde, l'homme qui a travaillé si honnêtement pour que son peuple et son pays avancement sur la voie du progrès...». Et aussitôt tous les notables du nouveau régime, Gottwald en tête, se rendirent sur sa tombe à Leny. Ils voulaient que le peuple s'attendrisse, au moment même où respectueusement immobiles devant le tombeau, ils se demandaient déjà: «...et maintenant, comment s'en débarrasser?».

Fallait-il faire de Masaryk après sa mort un précurseur, un prophète du communisme, comme on l'avait fait, avec un certain succès, de personnalités hétérogènes comme Ivan Hrozny, d'Avicenne et Léonard de Vinci, les «commu-

nistes avant la lettre»? Mais Masaryk était encore si vivant dans la mémoire de tous, que c'était un jeu dangereux.

Mais il fallait pourtant bien se décider à faire quelque chose. Un matin, tout de suite après l'hymne soviétique, la Radio de Prague se lança: «Le peuple doit comprendre désormais que Thomas Garrigue Masaryk n'a pas été ce héraut de l'humanisme, l'ami du peuple travailleur... mais, en réalité un agent des impérialistes occidentaux et l'instrument de la bourgeoisie contre les intérêts du peuple...». Le mécanisme se met en branle. On met en circulation une histoire «officielle» contre Masaryk et l'organe des communistes, Rudé Pravo, commence la campagne: «Détruisez la légende!». On publie les «Documents sur les intrigues de Masaryk contre les Soviets» tandis que la presse et la radio divulguent le slogan: «Le parti libère les travailleurs de l'influence des idées masarykiennes». On appelle à l'aide des professeurs d'université, on imprime le livre «La politique antirévolutionnaire de Masaryk et Benes contre les Soviets», on fonde des Académies et des Instituts scientifiques qui, dans les universités, doivent éclairer les cerveaux conservateurs. Le mécanisme se développe, déjà toute la complexe machine administrative de l'Etat se réédue pour pouvoir rééduequer tous les autres citoyens... Au nom de la croisade antimasarykienne, enfin, se dresse un colosse: la bureaucratie d'Etat contre Masaryk!

Quelle peur des idéaux démocratiques liés au nom de Masaryk! S'ils n'étaient pas si dangereux pour les fondements mêmes du régime, les communistes ne s'embarqueraient certes pas dans une entreprise aussi difficile et coûteuse! Mais dans ce cas le peuple travailleur — ouvriers et paysans — donne volontiers son argent au régime: car tout ce système antimasarykien n'a d'autre résultat que de prouver que Masaryk n'a pas été un communiste. Ce qui n'a rien de hon-

teux, loin de là. Le peuple n'a pas oublié les paroles de Masaryk: «L'agressivité bolchevique doit être entravée de la façon la plus énergique». Le peuple sait aussi que son ouvrage historique «Russie et Europe» est aujourd'hui, après 65 ans, plus actuel que jamais. Et enfin il n'oublie pas que dans «Question sociale» Masaryk avait dit: «...si le socialisme veut dire amour du prochain, alors je suis socialiste» et: «Je repousse le communisme. Dans la vraie démocratie ni les particuliers, ni les communautés ne peuvent exploiter les citoyens, car l'homme ne peut jamais y devenir l'instrument de l'Etat»...ou encore «Contre n'importe quel mal né de la liberté politique et de la liberté de la presse, il n'y a qu'un seul remède: une liberté encore plus grande».

Toute cette campagne antimasarykienne est d'ailleurs un singulier paradoxe dans l'histoire de la dialectique marxiste. Plus le régime s'efforce désespérément d'enlever l'auréole de Masaryk — à ce que dit le journal «Svet prace», — plus son souvenir se fait vivant dans les coeurs.

A Brandys sur l'Elbe, le monument de Masaryk a été placé de telle sorte qu'il regarde justement l'intérieur de l'édifice où se trouve la police secrète d'Etat. Depuis des années les communistes se demandent comment s'en débarrasser... La dernière fois, avant le 25 février, on voulait faire coïncider son élimination avec les fêtes du 11ème anniversaire du gouvernement populaire. Une vieille communiste de l'endroit qui vend depuis trente ans des légumes au pied de la statue a demandé qu'on la laisse là... «Je m'y suis tellement habituée que je sentirais son absence...». Mais pour qu'au moins Masaryk n'ait plus droit de regard dans les locaux de la police, pour qu'il n'ait plus l'air de répéter — comme c'était son habitude, de son vivant, le doigt levé —: Dites la vérité, soyez honnêtes!», on l'a recouvert d'une bâche...

# LES ARMES DE L'INTERNATIONALE DE LA LIBERTE

**Le Maréchal d'Italie Ettore Bastico, est le Président de l'«Alleanza Tricolore Italiana», association patriotique groupant des personnes de toutes les couches sociales.**

**Il a publié récemment dans «Exil et Liberté» un article où il confirme l'un des principes de son organisation: favoriser «le passage de la solidarité anti-communiste du plan des ordres du jour et des constatations théoriques à celui de l'action en profondeur, assidue et concrète».**

**Depuis de longues années, en effet, la seule défense que le monde libre oppose à la propagande et aux agressions soviétiques, est celle des protestations et des proclamations. Certes il est bien difficile de répondre à la Russie en la combattant sur son propre terrain, avec les mêmes armes que celles dont elle se sert: violence et politique de conquête. Mais le domaine de la propagande est ouvert aux intelligences et à l'action de ceux qui ont, pour l'exploiter avec succès, la meilleure des armes: celle du droit et de la justice. Nous cédonc ci-dessous la parole au Maréchal Bastico qui expose excellemment les idées d'un chef et d'un homme d'action sur ce problème (Exil et Liberté - Avril 1959).**

Je suis persuadé qu'actuellement à toutes les forces qui dans les pays libres représentent des valeurs nationales et religieuses doivent harmoniser davantage leur action, non pas tellement pour convertir les esprits déjà gagnés à notre juste cause, mais afin de conquérir les consciences troublées par la mystagogie marxiste.

La récente expérience électorale en France devrait résonner partout dans le monde libre comme une sonnerie d'alarme. Elle démontre que le Parti communiste peut compter non seulement sur le fanatisme de ses propres membres, mais aussi sur la versatilité d'une foule de mécontents.

Il faudrait démontrer à cette masse que le communisme ne résout aucun des problèmes qui la préoccupent mais qu'au contraire il les aggrave tous.

Il faudrait tirer une meilleure leçon du tragique té-

moignage hongrois: ne pas laisser s'estomper le souvenir de la révolution des paysans, ouvriers et étudiants magyars. On doit surtout faire savoir davantage aux travailleurs qu'être anticommuniste ne signifie nullement qu'il faut se mettre au service des nantis de la fortune, mais bien qu'on participe à la solidarité la plus profonde, parce que inspirée du christianisme et dont les déshérités seraient les premiers à bénéficier.

De plus, l'Alliance Tricolore Italienne constate que si les maîtres actuels de la Russie pratiquent à une moindre échelle les monstruosité du régime stalinien, c'est parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement; c'est parce que la tyrannie se sent condamnée. La dictature rouge a, dans cet immense pays, dépassé son zénith. Au-delà d'une certaine limite l'oppression ne peut s'éterniser. Cependant nous ne

répéterons jamais assez les déclarations que les chefs communistes, eux-mêmes, ont été contraints de faire sur les atrocités du régime stalinien. Et plus que des exercices littéraires, philosophiques ou sociologiques sur ce sujet, on devrait préparer des thèmes de propagande, illustrés et documentés, pour la diffusion immédiate.

J'ai commandé des armées sur tous les fronts et le grade que j'ai atteint me permet de ne rien ignorer de la guerre, ainsi que de l'importance et de la puissance des armes.

Je pense que pour éviter le conflit armé, avec ses effroyables conséquences, tout doit être tenté sur le plan de la guerre psychologique qui, si l'on y met le prix, nous conduira à la victoire: libération des peuples opprimés et paix véritable dans le monde entier.

Sans parler du ghandisme, l'Eglise catholique ne nous incite-t-elle pas à méditer sur d'incomparables exemples de tolérance, de douceur, de générosité?

Je répète qu'il vaut mieux dépenser aujourd'hui pour une propagande anticommuniste efficace le centième de ce que coûterait demain l'hospitalisation des blessés et infirmes, ou le millième du prix de la fabrication des missiles.

La guerre idéologique se gagne par la puissance des armes spirituelles: foi, ténacité, intelligence de ceux qui sont décidés à vaincre.

Face à l'agression sournoise du bolchevisme, les armes de l'Internationale de la Liberté brillent comme d'étincelantes épées de Croisés dressées contre l'arsenal empoisonné des assassins de la nuit.

Douter du triomphe de notre cause serait désespérer de l'homme.

F. A. O. : ŒUVRE DE PAIX

# ENERGIE ATOMIQUE ET CONSERVATION DES ALIMENTS

Les études sur le traitement de certaines denrées alimentaires à l'aide de doses relativement faibles de rayonnements ionisants on désormais atteint en Europe le point où il est permis d'envisager certaines applications pratiques de cette méthode dans un avenir relativement proche, sous réserve que l'on parvienne à garantir que les aliments ainsi traités sont hygiéniquement acceptables.

Dans un rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), rédigé en des termes extrêmement circonspects, il est indiqué qu'au cours des quelques dernières années des progrès considérables ont été réalisés dans les recherches de laboratoire concernant l'emploi des rayonnements pour prolonger la durée de conservation des aliments et détruire les organismes indésirables qui s'y trouvent présents.

Ce rapport rend compte des débats qui ont eu lieu à la réunion européenne sur l'emploi des rayonnements ionisants pour la préservation des denrées alimentaires, tenue en novembre dernier au Centre de recherches atomiques de Harwell, (Royaume Uni), qui dépend du Commissariat britannique à l'énergie atomique.

Participaient à la réunion 176 représentants de 17 pays européens membres de la FAO et 22 observateurs envoyés par 5 Etats-Membres non européens et 14 organisations internationales.

S'appuyant sur des communications qui ont été présentées à la réunion par des spécialistes de pays européens et des Etats-Unis, les experts ont fait le point des connaissances

actuelles sur l'irradiation des aliments, évalué les possibilités offertes par cette technique aux pays d'Europe et examiné dans quelle mesure il serait nécessaire et possible d'instituer une collaboration internationale en matière de recherches dans ce domaine.

Le rapport souligne qu'il faudra résoudre de nombreux problèmes importants avant de pouvoir envisager l'application à grande échelle de la technique d'irradiation des aliments en vue d'en prolonger la conservation. On y lit cependant qu'« en ce qui concerne certaines des applications possibles — par exemple inactivation des Salmonella dans les produits à base d'oeufs et de certains parasites des viandes, désinfestation des céréales et de certains produits emballés et inhibition de la germination des pommes de terre et plantes-racines — on approche du stade où il est permis d'envisager l'exploitation commerciale, à condition toutefois que soit préservée la salubrité des aliments ainsi traités ».

Si en Europe l'irradiation des aliments en est encore au stade de la recherche en laboratoire, on a obtenu en Amérique des résultats « suffisamment encourageants » pour que l'on en-

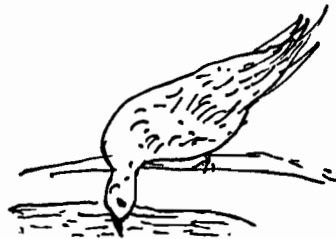
treprenne d'installer des usines-pilotes et de démonstration.

D'après les indications actuelles, ce sont les traitements faisant intervenir des doses inférieures aux doses de stérilisation qui semblent « le plus susceptibles d'application pratique dans un avenir raisonnablement proche ».

Les traitements à faibles doses permettent d'inhiber la faculté germinative des pommes de terre et des plantes-racines, de stériliser les insectes infestant les céréales emmagasinées et de détruire divers parasites des viandes.

A doses moyennes, la durée de conservation de certaines viandes et produits de viande, du poisson et de divers fruits et légumes se trouve quintuplée. On est arrivé à tuer dans la pâte congelée d'oeuf entier les Salmonella, qui sont l'agent d'intoxications alimentaires. L'irradiation a l'avantage de ne pas entraîner d'élévation notable de la température de l'aliment traité, qui se trouve donc conservé sans avoir été soumis à la chaleur; de plus, il est possible d'emballer le produit avant traitement. Les doses élevées, qui servent à donner des aliments totalement stériles, dans lesquels aucune détérioration microbienne ne peut se produire, déterminent des altérations de couleur, de goût, d'odeur et de texture qui sont déplaisantes. Il y a là des problèmes qu'il faudra résoudre avant de pouvoir appliquer en grand ce type de traitement.

La réunion a conclu que les possibilités offerts par l'irradiation comme procédé de préservation des aliments justifient des investissements considérables dans la recherche. Elle a



## AU SEIN DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE

L'ORGANISATION MILITAIRE  
DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

Le général Raoul Salan, commandant en chef des forces armées en Algérie, qui, depuis les événements du mois de mai dernier, a rempli à Alger les délicates fonctions de Délégué général du Gouvernement, une fois rentré en France a été nommé par le général de Gaulle, Inspecteur général de la Défense.

C'est là, dans l'organisation militaire française, un titre inédit, qui recouvre un rôle nouveau, en rapport avec la mise sur pied de la nouvelle « Communauté » créée par la Constitution de la 5ème République.

Alors que, sous l'empire de la Constitution de 1946, la défense de l'Union Française (formée de la République fran-

par

GEORGES MAREY

çaise, des territoires d'outre-mer et des Etats associés) était dirigée par le ministre de la défense nationale du gouvernement de Paris, la Communauté récemment instituée possède des organismes propres, différents de ceux de la République.

Le Conseil Exécutif, notamment, qui fait figure de super-gouvernement de la Communauté, comprend, sous la présidence du général de Gaulle, le premier ministre de la République française, les chefs

de gouvernement des autres Etats membres de la Communauté et les ministres chargés des affaires communes. On voit que le nouveau Président de la République joue, vis à vis de la Communauté, un rôle analogue à celui du général Eisenhower, qui est à la fois chef d'Etat et chef du gouvernement des Etats-Unis.

Parmi les affaires réservées à la Compétence de la Communauté se trouvent, non seulement la politique étrangère, la monnaie, la politique économique, et financière, mais encore la politique des matières premières stratégiques et la défense.

Pour le conseiller dans ce domaine de la défense, il est nécessaire que le Président ait,

(suite de la p. 6)

recommandé que les gouvernements des pays européens encouragent et appuient cette recherche et que l'on développe la coopération internationale en matière de recherche, afin d'en réduire le coût. Elle a invité la FAO à constituer un groupe technique permanent sur l'irradiation des aliments, qui se tiendrait au courant des progrès dans ce domaine, et a créé d'autres groupes qui pourraient être nécessaires pour étudier le problème que constitue la mise au point des principes fondamentaux devant régir l'emploi des rayonnements et des méthodes de contrôle hygiéniques des aliments irradiés, afin d'établir une base commune sur laquelle les divers pays pourraient fonder leur législation en la matière; enfin, d'autres groupes techniques analogues pourraient être formés, avec mandat d'étudier les aspects microbiologiques et entomologiques de l'irradiation

des aliments.

La réunion de Harwell était présidée par M. Norman C. Wright, Conseiller scientifique principal au Ministère de l'

Agriculture, des Pêches et de l'Alimentation du Royaume-Uni, qui est devenu depuis lors Directeur-général adjoint de la FAO.

## RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET AGRICULTURE

Un cycle d'études sur les techniques des isotopes radioactifs pour la recherche scientifique dans les domaines de l'agriculture, de la sylviculture, de la nutrition et des pêches, est organisé conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), en collaboration avec le Gouvernement des Etats-Unis et l'Université de Cornell (USA).

C'est le premier cycle d'études sur ces questions à être organisé sur le plan international. Il débutera le 20 juillet prochain et se déroulera pendant huit semaines au labora-

toire de radio-biologie de l'Université de Cornell. Les participants seront désignés par les gouvernements des Etats membres à la fois de la FAO et de l'AIEA et leur sélection sera faite sur la base de leurs qualifications personnelles et de manière à assurer en même temps une juste répartition géographique.

L'un des principaux objets de ce cycle d'études sera de mettre en lumière les domaines dans lesquels les techniques d'investigation au moyen des radio-isotopes peuvent être employées avec le plus de profit, ainsi que leurs relations avec les méthodes classiques de recherche scientifique.

auprès de lui, un expert militaire de niveau très élevé, rompu aux problèmes de stratégie globale.

### Stratégie intercontinentale

Avec le territoire métropolitain, avec l'Algérie, avec les départements d'outre-mer, avec les territoires d'outre-mer, avec les nouveaux Etats membres de la Communauté, celle-ci s'étend sur toutes les parties du monde. Si la défense de la France et de ses dépendances méditerranéennes est englobée dans la zone de garantie de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, d'autres pays plus lointains sont inclus dans les grands secteurs stratégiques qui découpent la surface du globe: le continent africain, l'Océan Indien, le Sud-Est asiatique, le Pacifique, l'Antarctique et même, pour les Antilles françaises, le continent américain.

La protection de cette immense aire intercontinentale ne peut-être assurée que par la mise en oeuvre d'une stratégie elle-même intercontinentale: elle suppose également une coordination étroite entre le système militaire de la métropole et celui des divers Etats membres de la Communauté. Il est bien certain, de surcroît, que des relations constantes doivent être maintenues avec les instances militaires des gouvernements alliés du bloc occidental.

### Une belle carrière de soldat

Tout cela rentre dans les attributions du général Salan, inspecteur général de la défense de la Communauté. Afin d'éviter la création de trop d'organismes nouveaux, il est probable que celui-ci pourra disposer du concours des grands états-majors actuellement en service: l'Etat-Major de la défense nationale, animé par l'émir Cabanier, qui

dépend du premier ministre, l'Etat major général des Armées, dirigé par le Général Ely qui est lui même chef d'état-major général et inspecteur général des armées, enfin des trois états-majors de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air, aux ordres respectifs du général Zeller, de l'amiral Nomy et du général Jouhaud.

Nul doute que le nouvel Inspecteur général de la Défense, dont la carrière, commencée en 1917, s'est presque constamment déroulée outre-mer et qui a occupé de très hautes fonctions militaires, ne trouve ici un rôle à sa mesure.

Le général Salan, est un homme du midi de la France; il appartient à une famille nimoise. Sorti de Saint-Cyr pendant le premier conflit mondial, il prend part aux dernières opérations de la guerre comme chef de section d'infanterie coloniale. Ayant ainsi affirmé sa vocation, il sert ensuite au Moyen-Orient, en Syrie, puis en Extrême-Orient, au Tonkin, au Laos, sur la frontière de Chine. Il y restera au total près de quinze années.

Affecté, aux approches de la guerre de 1940, au 2ème bureau, (renseignements) de l'Etat-major impérial que le ministre de la France d'Outre-mer, Georges Mandel, vient de créer (on parlait alors d'«Empire» français) le commandant

Salan s'y familiarise avec les grands problèmes mondiaux qu'il affrontera quelques années plus tard. La campagne de 1940 achevée, il est nommé à l'état-major de Dakar, où l'on prépare la rentrée dans la guerre, aux côtés des alliés, des forces d'Afrique Occidentale française. En août 1944 dès le débarquement de Provence, il se distingue à la prise du camp retranché de Toulon, solidement défendu par l'ennemi, à la tête d'un régiment de tirailleurs sénégalais; puis, commandant d'une division d'infanterie, il se bat en Alsace et entre en Allemagne avec la 1ère Armée française du général de Lattre de Tassigny.

Et c'est de nouveau, après la victoire de 1945, l'Extrême-Orient. Le général Salan dirige la mission militaire en Chine qui prépare le retour des forces françaises au Tonkin, puis participe à la conférence de Dalat et prend le commandement du Tonkin. Il est rentré en métropole depuis peu lorsque le général De Lattre nommé Haut-Commissaire en Indochine, l'appelle auprès de lui en décembre 1950, puis, en 1952, lui confie sa succession comme commandant en chef. Rapatrié en mai 1953, nommé Inspecteur général de la défense en surface du territoire métropolitain, il retournera encore une fois à Saïgon comme conseiller du général Ely, commissaire général de France.

Ayant acquis en Extrême-Orient la parfaite connaissance des méthodes de guerre subversives qu'emploient les partisans du Vietminh, le gouvernement lui demande en novembre 1956 de prendre le commandement des forces armées d'Algérie. Au mois de mai 1958 il sera amené par les événements à jouer à Alger un rôle politique. La manière dont il s'en est acquitté lui a valu les remerciements hautement affirmés et la confiance profonde du chef du gouvernement, devenu, depuis, Président de la République et Président de la Communauté.

GEORGES MAREY



# A TRIESTE

## Le III<sup>e</sup> Congrès national des Etudes européistes

A Trieste, du 7 au 10 mai 1959, se déroulera le « III<sup>e</sup> Congrès National des Etudes européistes » organisé par le Centre d'Action Européiste (C.A.E.) en collaboration avec le Centre Culturel « G. Papini » de Trieste. Le thème fondamental sera « Valeurs spirituelles et unification européenne ».

(Dans notre prochain numéro nous publierons un compte-rendu de cette importante manifestation dont nous donnons ci-dessous le programme).

*Jeudi 7 mai* — Inauguration et nomination du Président du Congrès. Allocution d'ouverture du prof. Luigi Gedda - Président Général de l'Action Catholique italienne: « *Unification européenne et valeurs spirituelles* ».

Dans la soirée, réception au Château San Giusto.

*Vendredi 8 mai* — Exposé de S. Exc. M. Guido Gonella, Ministre de Grâce et Justice: « *Processus historique contemporain et valeurs idéales de l'unité européenne* ».

Exposé du prof. Mario Romani, Professeur d'Histoire des doctrines économiques à l'Université du Sacré Coeur de Milan: « *Préparation culturelle et professionnelle et intégration économique* ».

Dans la soirée, manifestation artistique.

*Samedi 9 mai* — Exposé de l'avocat Ivo Murgia, Secrétaire National de la Campagne Européenne de Jeunesse: « *Culture et responsabilité scolaire dans le processus d'unification* ».

Excursion à Duino, Redipuglia et Aquileia ou promenade en mer.

*Dimanche 10 mai* — La Sainte Messe sera célébrée par le cardinal Amleto Giovanni Cicognani en la Cathédrale San Giusto.

Exposé du prof. Gianfranco Miglio, Professeur d'Histoire des doctrines politiques à l'Université du Sacré Coeur de Milan: « *Unité culturelle et conscience politique européenne* ».

Les conclusions du Congrès seront exposées par S. Em. le cardinal Amleto Cicognani.

Aux travaux du Congrès assistera Mgr. Mario Ismaele Castellano, Assistant Général de l'Action Catholique Italienne.

Le Congrès se déroulera au Théâtre Verdi, Via San Carlo, 2 - Trieste.

# 10 REFLEXIONS SUR

Je voudrais présenter quelques réflexions sur ce thème général: Christianisme et Nationalisme.

\* \* \*

La première, c'est que, d'après l'enseignement de la Bible, le genre humain est « un et indivisible » au départ. Nous sommes tous issus d'Adam et d'Eve, quelles que soient notre nationalité ou notre race. Evidemment, l'auteur de la Genèse n'a pas voulu défendre une thèse scientifique et ceux qui tâchent de l'attaquer sur ce plan, sans à côté de la question. Ce qu'il a voulu affirmer, c'est qu'avant toute autre considération, l'humanité a des origines communes, donc la solidarité de tous les peuples est la donnée initiale de l'histoire. Elle devrait être également une donnée immédiate de notre conscience.

\* \* \*

Ensuite, dans ce même livre de la Genèse, nous apprenons que la différenciation des langages est avant tout un mal menant à la confusion des esprits, une atteinte à la fraternité universelle, une punition qui nous a frappés d'en Haut, à un moment où l'orgueil triomphait. Bien sûr, la malédiction de la tour de Babel est également génératrice de solidarités plus étroites, plus intimes. Chaque fois, Dieu retourne contre le Diable les maux suscités, et là aussi, une « *felix culpa* » trouve sa place. Pourtant, le fait reste: c'est le péché qui introduisit dans le genre humain le morcellement, l'incompréhension, les haines collectives.

Troisièmement, à travers tout l'Ancien Testament (cet Ancien Testament dont le Christ a dit qu'aucun iota n'en serait enlevé), les prophètes tonnent contre l'orgueil des monarques et des peuples. Lorsque ceux-ci se vantent de leurs grandes réalisations, « Celui qui est au ciel rira » et leur rappellera durement qu'ils sont des instruments entre Ses mains saintes, que rien ne leur appartient en propre. Voilà pourquoi, dans la Vulgate, là où il est question de « *gentes* », de « *nationes* », ces mots sont équivalents, le plus souvent, de « païens ».

\* \* \*

Pourtant (et c'est ma quatrième réflexion), un seul peuple a le droit de se dire « élu ». Un seul, dans toute l'histoire du monde. Un seul qui ait jamais pu dire que sa cause était celle du Seigneur. Un seul, dont les Juges et les Rois pouvaient proclamer les victoires nationales comme des triomphes du vrai Dieu. Ce peuple unique vécut des millénaires avant qu'il fût question de nos nations européennes. Il vit toujours parmi nous, malgré les massacres. Visible, il est, seul, l'objet d'une distinction divine et l'alliance faite entre le Tout-Puissant et lui reste valable. Ce peuple est le peuple juif. Ce qui était interdit, même à Jeanne d'Arc et à Guillaume le Taciturne, David pouvait se le permettre: le « sens de l'histoire » se confondait avec l'histoire juive, l'histoire sainte.

\* \* \*

Pourtant, le Christ est venu, pour détrôner ce qu'un tel

Le « Notiziario Europeo »  
Europeistica » de Rome), nous  
pour la publication cet article  
Brugmans, Recteur du Collège

« nationalisme » contenait d'idolâtrique. Il est venu proclamer que Sa naissance est effectivement liée à « l'arbre de Jessé », donc, au peuple d'Israël. Mais il proclame aussi que, désormais, devant Dieu qui veut Son Eglise universelle, « il n'y a plus de Juif ni de Grec ». De même qu'il annonce la béatitude des pauvres et le danger de mort que court l'âme des riches, il donne « le beau rôle » aux peuples spirituellement « sous-développés », donc honnissables, aux Samaritains, par exemple.

Et puis, l'Evangile est prêché, il s'enracine en Europe, si bien que jusqu'à nos jours encore tous les Papes furent de race blanche. Ce fait historique n'est nullement en prix d'excellence accordé en raison de je ne sais quelle prédestination. Pourtant un tel état de choses qui dure depuis bientôt deux millénaires, a sa signification profonde, religieuse. Ce qu'il contient pour nous, c'est une leçon de responsabilité chrétienne. En revanche, le risque est grand pour nous, de devenir les pharisiens de l'âge moderne, méprisant « ces nations qui ignorent la Loi ». Si nous manquons d'humilité raciale, notre âme court un immense péril.

\* \* \*

Mais il ne s'agit pas seulement de la race blanche. A

RUGMANS

# LE NATIONALISME

(organe du « Centro d'Azione »  
à un courtoisement communiqué  
de la part du grand européen Henri  
de l'Europe.

l'intérieur de la communauté euratlantique, les « vieilles » nations (au fond elles sont beaucoup moins vieilles qu'elles ne le pensent et regardées par Dieu comme ultra-récemment, voire comme insupportablement orgueilleuses) aiment lier leur nationalité à leurs qualités chrétiennes. Dans le monde protestant, tel était le cas de l'Angleterre cromwellienne. Dans le domaine de la Contre-Réforme, Philippe II voyait un rôle similaire attribué par Dieu à l'Espagne... même lorsque celle-ci combattait tel pays qui se considérait comme « la fille aînée de l'Eglise... ».

\* \* \*

Quant à la France, sa dynastie était l'une des premières de l'Europe et sa langue, sa culture rayonnaient sur l'Europe entière, au cours des plus grands siècles chrétiens, aux siècles de Chartres et de Bamberg. Les arrière-petits-fils de saint Louis en ont souvent tiré de la fierté. Je les comprends, mais c'est justement contre de tels sentiments qu'Ezéchiel a mis en garde ses contemporains, lui, qui affirmait que ce ne seraient ni les vices de nos ancêtres qui nous damneraient ni leurs vertus qui pouvaient nous sauver...

Pour ce qui est de l'âge moderne, il ne faut pas être

profond observateur pour constater combien les progrès du Nationalisme sont liés avec la régression de l'Evangile — combien la vague de fonds nationaliste, qui commence avec la Révolution française, est païenne de caractère. Chantez la *Marseillaise*, sans doute — mais avouez qu'il n'y a rien de commun entre elle et un psaume. Admirons « les soldats de l'An II » — mais gardons-nous de voir en eux des « milites Christi ». On le fit trop souvent, et même leurs respectueux admirateurs de « droite », les nationalistes dits « traditionnels », restent beaucoup plus proches des Jacobins qu'ils ne le pensent. Ainsi, l'auteur de ces lignes se rappelle l'enseignement d'histoire napoléonienne qu'il reçut, il y a trente-cinq ans, dans une école catholique à Paris. Le soleil d'Austerlitz y luisait avec au moins autant d'éclat que le « sol justitiæ... ».

\* \* \*

Ne confondons pas. Comme le Marxisme, le Nationalisme pose devant nous un problème précis. L'amour de la patrie n'est pas en jeu, car il est évident que nous l'aimons tous, de même que nous aimons notre famille (sans discréditer pour cela celle des autres). La question réelle posée par le Nationalisme est celle-ci : « Où est notre Dieu ? Que mettez-vous « au-dessus de tout », « ueber alles ? » Cette question pose le problème de notre échelle de valeurs. Il me semble qu'aucun amour vrai ne saurait aller contre l'Evangile. Mais aucun exclusivisme, aucun

orgueil collectif ne se justifie devant lui.

\* \* \*

Enfin (et c'est ma dixième réflexion), qui ne voit que le concept de « nation » est aujourd'hui écartelé par les passions idéologiques ? Pendant la période nazie, un Allemand résistant (combien il avait de mérite !) était mon frère d'armes, alors qu'un Néerlandais collaborateur fut l'ennemi à abattre.

\* \* \*

Les options fondamentales de notre époque ne connaissent pas de frontières, car le front est partout. Ces options sont morales, donc, elles affectent notre vie religieuse, notre conscience chrétienne. Et si nous avons « choisi l'Europe », c'est que nous choisissons certaines formes de vie individuelle et collective — des formes de vie que je ne qualifierai pas immodestement de « chrétiennes », mais qui s'opposent, en tout cas, d'une façon radicale, à celles du totalitarisme.

Comment serais-je nationaliste à l'époque des grands espaces, où l'on ne compte qu'à partir de cent millions d'hommes, au minimum. Surtout, comment le serais-je à une époque où tel « compatriote » menace les âmes et où tel « étranger » est à mes côtés ?

Ainsi, me voilà patriote — affectueusement... et les yeux ouverts sur les défaillances de ma famille nationale. Mais me voilà aussi Européen, car seule l'Europe organisée peut maintenir et faire progresser les libertés auxquelles je tiens à commencer par celles de l'Eglise.

## Contre une sécurité trompeuse en Europe

L'Assemblée des Nations Captives d'Europe représentant neuf pays européens (Albanie, Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lithuanie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, avec 100 millions d'habitants environ assujettis actuellement par l'URSS, vient d'adresser un mémorandum aux gouvernements de la France, du Royaume Uni et des Etats-Unis.

On y lit entre autre:

Le « programme de paix » pour l'Europe, tel que l'entend l'Union soviétique, est contenu dans son projet de traité de paix avec l'Allemagne. Ce document confirme une fois de plus que le seul intérêt des gouvernants soviétiques est d'obtenir une consécration officielle de leurs conquêtes, du statu quo politique en Europe, ainsi que de saper les fondements de l'alliance nord-atlantique, afin de frayer la voie à l'expansion communiste en Europe occidentale.

En ce qui concerne les différents projets présentés jusqu'ici du côté de l'Occident pour régler la question allemande, le droit des nations captives à disposer d'elles-mêmes y est entièrement omis. Les pays d'Europe Centrale ne sont mentionnés qu'en relation avec l'éventuelle participation de leurs régimes communistes — imposés par Moscou — dans un système de sécurité européenne.

L'effet d'une telle participation serait une légalisation internationale et de ce fait une consolidation des conquêtes soviétiques en Europe Centrale et Orientale.

Pis que cela, voilà qui équivaldrait à un engagement pris par l'Occident de garantir la main-mise soviétique sur les peuples asservis qui luttent sans relâche pour leur liberté.

Le résultat pratique d'un accord tendant à rétablir la paix et qui, en échange d'une forme quelconque de réunification de l'Allemagne, sacrifierait le restant de l'Europe Centrale et Orientale, serait de donner au monde libre un sentiment trompeur de sécurité et d'affaiblir, tant dans la zone libre que dans la zone asservie de l'Europe, la volonté de résister à l'expansion et à la domination de l'impérialisme communiste soviétique.

La position adoptée par les Puissances occidentales a invariablement été que des négociations ne pourraient être menées sur l'Allemagne que si le principe de sa réunification était admis sur la base d'élections libres et que le traité de paix aurait à être conclu ensuite avec le Gouvernement de l'Allemagne unifiée, issu d'élections libres. Cette position est irrécusable, aussi bien juridiquement que politiquement. C'est affaire de justice et de bonne politique que de s'y tenir en ce qui regarde également les peuples asservis du Centre et de l'Est de l'Europe.

## Au Conseil d'Europe

Dans le cadre des travaux préparatoires la Commission Culturelle a siégé les 6 et le 7 avril à Nice, sous la présidence de M. Ole Björn Kraft, député conservateur danois et ancien Ministre des Affaires Etrangères.

En plus des nombreux parlementaires qui participaient à la réunion de la Commission, on notait la présence de M. Stein, Secrétaire Général de la Fondation Européenne de la Culture d'Amsterdam, de M. Haigh, Vice-Président du Conseil d'Administration du Fonds Culturel du Conseil de l'Europe, du Professeur Weidle du Collège d'Europe de Bruges, de M. Jelenski, Secrétaire du Comité d'Ecrivains d'Europe de Bruges, de M. Jelenski, Secrétaire du Comité d'Ecrivains et d'Editeurs pour une Entr'Aide Européenne, de M. Geiger, Membre de l'Assemblée Parlementaire Européenne et enfin de M. Denis de Rougemont, Directeur du Centre Européen de la Culture de Genève.

Le principal point à l'ordre du jour était l'organisation du fonctionnement du Fonds Culturel qui vient d'être créé le 1er janvier dernier par les 15 Gouvernements membres du Conseil. Les dispositions proposées par M. William van Remoortel (socialiste belge) ont été adoptées ainsi que celles relatives à l'inauguration officielle du Fonds qui aura lieu le 26 mai prochain à Strasbourg.

Grâce à la présence de M. Stein de nouveaux progrès ont pu être faits en vue de la coopération entre la Fondation Européenne de la Culture d'Amsterdam et le nouveau Fonds; en particulier, la Commission a pris connaissance du projet formulé par M. Denis de Rougemont d'une Table Ronde qui se réunira à la fin de l'année à Vienne, les représentants des diverses institutions culturelles en vue d'organiser systématiquement

quement leur travail et leur coopération.

Des Comités Nationaux du Fonds Culturel du Conseil de l'Europe sont actuellement en voie de création dans les divers pays et les progrès accomplis notamment en République Fédérale d'Allemagne ont été portés à la connaissance de la Commission.

M. Lugmayer (dém. chrét. autrichien) a été chargé d'établir un rapport sur la crise de la recherche scientifique en Europe. Un rapport de M. Vedovato (démocrate italien) a été adopté au sujet des échanges culturels entre l'Est et l'Ouest.

La Commission a pris connaissance avec grand intérêt des travaux accomplis dès à présent par le Comité des Ecrivains

et Editeurs pour une Entente Européenne et par le Collège d'Europe de Bruges qui a organisé des cours universitaires radiophoniques pour la jeunesse d'Europe Centrale et Orientale.

La députée allemande Mme Rehling a été priée de préparer une étude sur les aspects culturels du problème des minorités.

Enfin, un échange de vue s'est déroulé sur les problèmes que pose l'éventuelle création d'une Université Européenne: M. Geiger a fait rapport sur les projets de l'Assemblée de Six dans ce domaine tandis que M. Denis de Rougemont présentait un autre rapport au nom des Institutions Universitaires d'Etudes Européennes.

Au cours de cette cérémonie ont pris la parole successivement:

— M. Lodovico Benvenuti, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

— Lord McNair, Président de la Cour Européenne des Droits de l'Homme,

— à ce moment les juges de la Cour prêtèrent serment.

— M. Robert Schuman, Président de l'Assemblée Parlementaire Européenne.

— M. Michel Debré, Président du Comité des Ministres.

— F. Fernand Dehousse, Président de l'Assemblée Consultative.

Le soir du 20 avril, réception offerte par M. Michel Debré à la Préfecture du Bas-Rhin, un feu d'artifice tiré de la plate forme de la Cathédrale, un gala de danse au Théâtre Municipal et à 23 heures 30, un dîner offert par le Maire de Strasbourg.

## LE X<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE

A l'occasion du Xe anniversaire du Conseil de l'Europe, des cérémonies se dérouleront non seulement à Strasbourg, mais aussi à Londres et dans la plupart des grandes villes européennes. Tandis qu'à Strasbourg, les cérémonies officielles ont eu lieu le lundi 20 avril, dans les autres villes elles sont prévues au début du mois de mai.

### A STRASBOURG

La cérémonie officielle du Conseil de l'Europe a eu lieu le 20 avril. Elle comprenait successivement:

un déjeuner offert par le Secrétaire Général qui eut lieu sur le Rhin, à bord de deux bateaux: le Wiesbaden et le Strasbourg.

Une séance académique dans l'hémicycle de l'Assemblée Consultative, dont la transmission était assurée en Eurovision. Assistaient à cette cérémonie, les membres du Comité des Ministres, les Présidents des parlements nationaux, les membres des Commissions des Com-

munautés à Six, les Secrétaires Généraux des autres organisations internationales européennes, les juges de la Cour des Droits de l'Homme, les membres de la Commission Européenne des Droits de l'Homme, le Représentant Spécial pour les réfugiés nationaux et les excédents de population, les membres du Conseil d'Administration du Fonds Culturel, les Maires des Villes primées par le Conseil de l'Europe: Coventry, Bordeaux, Turin, Offenbach, Puteaux.

### A LONDRES

La cérémonie officielle aura lieu le lundi 4 mai au Palais St. James, à 11 heures 30, dans la salle même où a été signé le Statut du Conseil de l'Europe le 5 mai 1949. Y prendront la parole successivement:

— M. Lodovico Benvenuti, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe,

— M. Harold MacMillan, Premier Ministre britannique,

— M. le Président du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe,

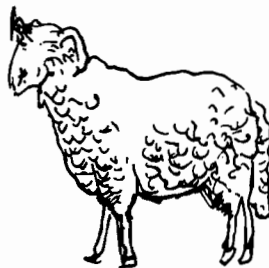
— Le Lord Chancelier ou le Speaker de la Chambre des Communes,

— Le Président de l'Assemblée Consultative.

Après la cérémonie, le Secrétaire Général recevra les invités dans la Picture Gallery attenante à la Queen Ann Room.

A la suite de cette réception, un déjeuner sera offert par M. MacMillan à Lancaster House.

A 18 heures, le Lord Chancelier et le Speaker de la Chambre des Communes invite-



ront tous les membres britanniques présents et anciens de l'Assemblée Consultative à un cocktail.

A 20 heures 30, aura lieu un dîner offert par les organismes privés européens dans les Houses of Parliament.

A 22 heures, aura lieu une réception offerte par les organismes privés européens, probablement à la Tate Gallery.

#### OBLITERATION SPECIALE Xe ANNIVERSAIRE

Plusieurs pays membres du Conseil de l'Europe (France, Turquie) ont accepté le principe d'une oblitération spéciale à l'occasion du Xe Anniversaire. Le Luxembourg a accepté d'émettre un timbre spécial le 5 mai 1959.

#### DISQUES

Un disque microsillon sera édité par la Maison Pathé-Marcini dans la série « témoignages ». Il contiendra un choix de discours prononcés à l'Assemblée, accompagné d'un commentaire, retraçant les dix années d'activité du Conseil de l'Europe. D'autre part, des nouvelles sonores seront incluses dans le magazine sonore mensuel de l'actualité Sonorama, numéro de mai.

#### EDITION Xe ANNIVERSAIRE DU PETIT MANUEL DU CONSEIL DE L'EUROPE

Dans le courant de l'année 1959, une édition abrégée du Petit Manuel du Conseil de l'Europe sera lancée dans les 12 langues parlées dans les Etats membres. Cette publication sera appelée Edition Xe Anniversaire du Petit Manuel du Conseil de l'Europe.

#### JOURNEE EUROPEENNE DES ECOLES

La distribution des prix aux lauréats 1959 de la Journée Européenne des Ecoles aura lieu à la Maison de l'Europe à Strasbourg au cours de l'été 1959.

## Une entreprise européenne :

# LA LIAISON MEUSE - RHIN

Le projet de construction d'un canal reliant la Meuse au Rhin figure depuis longtemps au programme des réalisations envisagées par les Etats membres de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier. Son importance économique est évidente. Les charbonnages de la région d'Aix-la-Chapelle—Eschweiler recherchent depuis de nombreuses années une liaison directe avec le Rhin; les Pays-Bas souhaitent une voie de communication plus courte entre les charbonnages du Limbourg du sud avec le port de Rotterdam et les intérêts belges portent à la fois sur le centre industriel de Liège-Charleroi et sur le bassin houiller du Limbourg belge, tous deux d'importance vitale pour le port d'Anvers.

Après que divers projets eurent été repoussés pour des raisons financières, un nouveau plan proposé par la ville de Crefeld semble, depuis quelque temps, retenir l'attention. Ce projet vise en premier lieu à relier Ruhrort à Arcen sur Meuse, un second canal devant être construit entre Born et Geilenkirchen afin de répondre aux besoins économiques de la région d'Aix-la-Chapelle. Le coût total de ces réalisations dépend essentiellement du tonnage des navires auxquels les deux nouveaux canaux seront destinés. Les représentants d'une société de navigation d'Anvers estiment que le canal reliant la Meuse au Rhin devrait avoir une largeur de 75 m. et pouvoir accueillir des bâtiments de 4.000 tonnes, alors que d'autres firmes intéressées considèrent qu'un tonnage maximum de 1.500 tonnes serait suffisant. Les estimations faites ont permis de calculer que le canal reliant Arcen à Ruhrort coûterait environ 1.350 millions de francs belges et celui de Born-Geilenkirchen entre 2.700 et 3.500 millions, alors que l'ancien projet de canal entre Born et Neuss entraînerait une dépense d'environ 10,8 milliards de francs belges. Ceci représente une considérable différence d'ordre économique.

Déjà, Napoléon avait décelé l'importance d'une voie navigable entre le Rhin et la Meuse. C'est à lui que l'on doit la construction du canal du nord dont les travaux débutèrent en 1810. Il partait de Neuss et devait rejoindre la Meuse dans les environs de Venlo, mais les événements politiques mirent un terme à sa réalisation. La seconde étape du projet de canal devait prendre naissance avec le traité de Versailles. Le traité prévoyait en effet que si, dans les cinquante années à venir, la Belgique décidait de créer une voie navigable reliant la Meuse au Rhin dans les environs de Ruhrort, l'Allemagne serait tenue de « construire la portion de canal traversant son propre territoire conformément aux plans qui lui seraient communiqués par le gouvernement belge ». La réalisation de ce projet fut également interrompue par l'évolution des événements politiques et par le développement économique.

(Du Bulletin de l'Office de Presse d'Allemagne Fédérale, 18 mars)

# POUR L'INTEGRATION EUROPEENNE

## ACTIVITE POLITIQUE

### *Entretiens germano-britanniques à Bonn.*

Le 11 mars, MM. MacMillan et Selwyn Lloyd ont été reçus par le Chancelier Adenauer à Bonn.

L'objet de ces conversations était d'informer le gouvernement fédéral des intentions britanniques, après la visite des hommes d'Etat à Moscou.

### *Entretiens italo-britanniques à Londres.*

Le 17 mars, M. Pella a eu à Londres des entretiens avec MM. MacMillan et Selwyn Lloyd.

Ces conversations ont essentiellement porté sur les intentions britanniques à l'égard du problème de Berlin, sur la sécurité européenne et le désarmement.

En dehors de ces questions, M. Pella a exposé aux ministres britanniques la position de son gouvernement sur les relations commerciales entre les «Six» et les «Onze» de l'O. E. C. E.

Selon certains observateurs, la participation éventuelle de l'Italie à une conférence des ministres des Affaires étrangères sur le problème allemand aurait été discutée.

### *Entretiens franco-italiens à Paris.*

Les 19 et 20 mars, des échanges de vues entre dirigeants italiens et français ont eu lieu à Paris. MM. Segni, Président du Conseil et Pella, ministre des Affaires étrangères y ont rencontré le Général de Gaulle et MM. Debré et Couve de Murville.

Ces entretiens ont confirmé la parfaite identité de vues des gouvernements des deux pays.

En l'absence de tout communiqué, MM. Segni et Debré ont fait des déclarations officielles confirmant la profonde solidarité des deux pays dans leurs

objectifs généraux et leurs méthodes.

« Nous sommes contre tout ce qui est neutralisation, démilitarisation et désengagement sans contrepartie de sécurité » a notamment déclaré M. Segni. Cette position est celle à laquelle se tiennent les Occidentaux qui ont tous souligné le danger que pourrait représenter pour l'Ouest un vide militaire en Europe, a-t-il ajouté.

En ce qui concerne l'éventualité d'une participation de l'Italie à la prochaine conférence des ministres des Affaires étrangères, le Président du Conseil italien s'est montré très sensible à la position de principe favorable de la France à cet égard.

### *Entretiens germano-italiens à Bonn.*

Le 12 mars, MM. Segni et Pella se sont rendus à Bonn

pour y rencontrer le Chancelier Adenauer. A l'issue des entretiens, les porte-parole des délégations italienne et allemande ont indiqué que les sujets traités se sont rapportés exclusivement aux grands problèmes mondiaux:

— tension dans la politique internationale actuelle

— danger qui menacent la sécurité du monde libre notamment par la situation créée à Berlin.

Le porte-parole de la délégation italienne a indiqué que la position allemande est la suivante vis-à-vis de l'Italie: sympathie et compréhension totale, mais, dans l'éventualité d'une participation italienne aux conversations Est-Ouest, les modalités doivent dépendre, de toute façon, de la réponse soviétique aux dernières notes occidentales et de la forme des rencontres Est-Ouest.

## Réunion du Conseil des Ministres des communautés économiques européennes

Les 16 et 17 mars, les Conseils des Ministres du Marché commun et de l'Euratom se sont réunis à Bruxelles.

### *Le Conseil*

— a examiné le rapport établi par la Commission Hallstein, intitulé « Premier Mémoire d'Association » sur les problèmes posés par l'Association économique entre les « Six » et les « Onze ».

Il a été constitué un « Comité spécial » chargé d'étudier les problèmes contenus dans ce rapport et de l'étude des sug-

gestions que les six gouvernements soumettront d'ici le 15 avril.

— a considéré l'inopportunité de procéder immédiatement au renouvellement des membres de la Haute Autorité de la C.E.C.A. vu l'actuelle situation dans l'industrie charbonnière.

Avant la réunion du Conseil, les six ministres avaient tenu une courte réunion au cours de laquelle la Belgique avait insisté pour que le statut définitif des fonctionnaires européens soit rapidement fixé.

## Transports et circulation en Europe

### Réunion des Ministres des Transports des pays européens

Le 11 mars, les ministres français, italien, belge, allemand et luxembourgeois des Transports, chargés de l'aviation civile se sont réunis à Rome pour examiner les problèmes techniques posée en matière de circulation aérienne par l'entrée en service d'avions commerciaux à réaction, volant à très haute altitude.

Ils ont envisagé la création d'une agence européenne de contrôle l'«Eurocontrol» et ont décidé à cet effet d'accélérer les études entreprises sur le plan des administrations aériennes, en vu de l'internalisation du contrôle de la circulation aérienne dans des espaces jusqu'ici non explorés.

Les résultats de la conférence seront soumis aux gouvernements des pays intéressés.

Ces conversations ne doivent pas être confondues avec celles qui se poursuivent sur la coopération entre compagnies d'aviation européennes, ces dernières étant d'ordre commercial et se situant à l'échelon des compagnies, mais non des gouvernements et qui constituent deux domaines différents.

### Formation de techniciens de la construction routière

Etant donné le grand nombre de villes où doivent être effectués des travaux de construction de nouvelles grandes artères et voies urbaines, les fonctionnaires municipaux d'un certain nombre de pays rencontrent des difficultés de plus en plus grandes pour trouver des techniciens de la construction routière capables de mener à bien ces travaux. Pour répondre à ces besoins aux Etats-Unis, le Bureau de la circula-

tion et de la construction routière à l'Université de Yale offre un cours complet d'une année en construction routière.

Des bourses d'enseignement peuvent être accordées aux ingénieurs municipaux et de l'Etat qualifiés en construction routière qui percevront un traitement de leur employeur pendant le cours. On estime que c'est là une formule excellente pour la formation professionnelle du personnel en service.

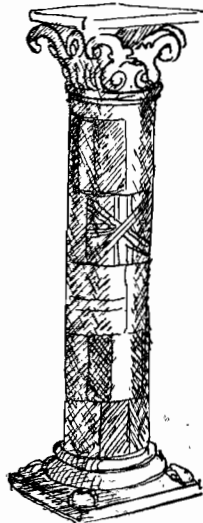
### Congrès des Transports

L'Union Internationale des Transports Publics (18, Avenue de la Toison d'Or, Bruxelles (Belgique) tiendra son 23ème congrès international à Paris, du 24 au 30 mai 1959. Les questions qui seront discutées pendant les séances techniques comprendront: 1) Proposition pour une collaboration fructueuse entre les transports publics et les transports privés;

2) Automatisation électronique dans les entreprises de transport public; 3) Tendances dans la construction des autobus; 4) Modernisation des véhicules de transports urbains en vue de l'économie de l'exploitation; 5) La journée continue avec échelonnement des heures de travail; et 6) Nouvelles matières au service des transports publics.

La Société nationale britannique contre la pollution de l'air (British National Society for Clean Air, Palace Chambers, Bridge Street, London S. W. 1) tiendra à Londres, du 20 au 23 octobre 1959, une Conférence et Exposition internationale contre la Pollution de l'Air. Le but de la conférence et de l'exposition est de permettre, sur le plan international, l'échange de renseignements et de promouvoir la coopération concernant les aspects pratiques de la prévention et du contrôle de la pollution de l'air. La conférence célébrera en outre le soixantième anniversaire de la fondation de la Société qui fut créée à Londres, en 1899, sous le nom de «Coal Smoke abatement Society» (Société pour la réduction de la fumée de charbon), et qui est la première association créée contre la pollution de l'air.

La conférence comportera six séances principales traitant principalement de la législation, de l'opinion publique et de l'éducation, de problèmes techniques, de la coopération internationale, d'études et enquêtes. Le dernier jour sera consacré à des visites et excursions présentant un intérêt du point de vue de la pollution de l'air et spécialement organisées pour les participants d'outre-mer. Les discussions et les rapports seront en langue anglaise, mais des services d'interprétation seront organisés si un nombre suffisant de participants le demande.



# Divers d'Europe

## L'Horlogerie européenne en danger

Le N. 3 de l'édition internationale de la Suisse Horlogère traite en détail des problèmes posés par la coopération économique européenne (lisez: formation du Marché Commun) aux industries horlogères suisses, française, allemande et britannique. A travers les exposés de personnalités responsables (dirigeants des Chambres d'horlogerie de leurs pays respectifs), on sent le besoin largement partagé, non seulement de supprimer d'anciennes oppositions, mais de se mettre d'accord à l'avenir sur les principes d'une action commune. C'est que l'horlogerie européenne prend conscience des dangers que la montée des concurrences étrangères (surtout russe et nipponne et dans une moindre mesure américaine) fait courir à son monopole. D'autres articles sur la CECA, le CATT, le Fonds Monétaire International, de caractère plus général, mais non sans rapport avec l'horlogerie, complètent ce numéro « historique » paraissant en deux éditions distinctes (française et anglaise) et exporté dans tous les pays du monde.

## « L'École de l'Europe »

Sur la proposition du maire de Linz, Autriche, le Dr. E. Koref, le conseil municipal a donné le nom d'« École de l'Europe » à une nouvelle école de cette ville, à l'instigation du Conseil de l'Europe, qui avait adressé un appel à toutes les villes et cités européennes pour encourager l'idée de l'unité européenne en nommant de cette manière une rue ou un

bâtiment public. A Linz, c'est un bâtiment scolaire qui a été choisi dans ce but, car le conseil municipal a estimé que c'est surtout parmi les jeunes que devrait être suscitée et stimulée l'idée européenne.

## Des travailleurs fuient l'Allemagne de l'Est

Des 96 charpentiers de navire envoyés par une firme de Rotterdam pour travailler dans les chantiers de construction navale de Warnow à Warnemünde dans l'Allemagne de l'Est, plus de la moitié en ont eu assez des conditions de travail prévalant sous une domination communiste. Quinze d'entre eux sont déjà retournés à Rotterdam, et quarante autres ont l'intention de le faire

## Radio et Télévision

Le premier Centre européen de recherches sociologiques sur la radio et la télévision a été créé dans le cadre de l'Université de Milan avec le concours financier du gouvernement italien et de l'UNESCO. Equipé des appareils statistiques et mécaniques les plus modernes et doté d'une importante bibliothèque spécialisée, il répond à un double but: 1) analyser, pour les mieux contrôler, les effets immédiats et lointains de la radio et de la télévision en tant que moyens d'information, de propagande et de culture; 2) former de jeunes chercheurs originaires de divers pays européens à cette nouvelle discipline. Ceux-ci étudient chaque semaine systématiquement les programmes de la radio-diffusion-télévision italienne,

## Les avocats français ouvrent une section « Communautés Européennes »

Le « Monde » des 15/16 mars communique que l'Association des Avocats français vient de constituer une section des Communautés européennes avec le concours de l'ensemble des barreaux français. Cette section poursuit deux objectifs:

1) des groupes d'études feront l'exégèse du traité de Rome, article par article, en examinant toutes les difficultés qui pourraient surgir;

2) des centres de recherches qui, se limitant à des questions particulières, constitueront des groupes de spécialistes de droit comparé.

## L'Année mondiale du Réfugié et le C.I.S.L.

Le projet des Nations Unies concernant une Année Mondiale du Réfugié, commençant le 30 juin 1959, a reçu le plein appui de la C.I.S.L. qui a décidé de voter une somme de 50.000 dollars à prélever sur son Fonds International de Solidarité en faveur de ce projet. Le Sous-Comité a invité toutes les organisations affiliées à la C.I.S.L. à demander instamment à leurs gouvernements respectifs de contribuer dans une large mesure à l'Année Mondiale du Réfugié en facilitant l'intégration ou l'immigration des réfugiés, en ratifiant la Convention relative à u Statut des réfugiés, en faisant des contributions financières, en organisant eux-mêmes des collectes à cette fin, en s'associant aux comités nationaux pour les réfugiés là où ils existent ou seront créés, et en prenant l'initiative d'en constituer.

## L'Organisation Européenne de la Confédération internationale des Syndicats Chrétiens (C.I.S.C.)

Il y a plus de trois ans, la C.I.S.C. lançait un Manifeste Européen qui, faisant suite à la Conférence de Messine, traduisait les espoirs et les inquiétudes qu'elle avait suscités parmi les travailleurs et traçait les grandes lignes d'un programme européen du Mouvement syndical chrétien.

Aujourd'hui, au seuil de la première étape sur la voie de l'établissement du Marché Commun, il faut à nouveau faire le point et, en tenant compte des expériences de trois dernières années, jeter un regard vers l'avenir. C'est à l'Organisation Européenne de la C.I.S.C. qu'appartient désormais cette tâche.

L'Organisation Européenne de la C.I.S.C., créée le 27 mai 1958, constitue un pas sur la voie de l'intégration syndicale face aux nouvelles exigences sociales et économiques en Europe.

Sa naissance répondait à un besoin qui s'est manifesté de plus en plus clairement durant ces trois dernières années. Besoin à la fois de régionalisation et de coordination. La croissance rapide du syndicalisme chrétien dans le monde plaçait la C.I.S.C., d'une façon de plus en plus pressante, devant ses responsabilités en dehors de l'Europe, tandis que les nouvelles formules de l'intégration européenne lui assignaient en même temps de nouvelles tâches en Europe. Ainsi s'est fait sentir une nécessité de régionalisation. Le projet de création d'un grand marché européen, suivi peut-être bientôt d'autres formules de coopération économique, englobant un plus grand nombre de pays, et la naissance de nouvelles structures européennes, ont posé le problème d'une coordination, d'une solidarité accrue, d'une véritable unité d'action du Mouvement syndical chrétien en Europe et dans les Territoires associés.

L'Organisation se propose pour objectif:

- de défendre les intérêts des travailleurs en Europe et dans les Pays et territoires associés;
- d'assurer la représentation du Mouvement syndical chrétien au sein des divers organismes européens et notamment au sein de la C.E.E. et de la C.E.E.A.;
- d'organiser l'information permanente des organisations affiliées ainsi que leur consultation réciproque;
- de coordonner et promouvoir l'action du Mouvement syndical chrétien au sein des institutions européennes.

A travers ces objectifs immédiats, l'Organisation poursuit un but général: faire prévaloir la primauté de l'homme sur les structures économiques et sociales. Sa tâche essentielle, à l'aube d'une nouvelle ère économique en Europe, est d'opposer, dans un esprit constructif, l'homme et son travail à l'alliance inquiétante de la technocratie et du néo-capitalisme. C'est pourquoi l'Organisation Européenne de la C.I.S.C. estime que participer, au nom des travailleurs, à la construction de la nouvelle Europe, est pour elle à la fois un devoir et un droit.

Dans cet esprit, l'Organisation tient à exprimer de sérieuses réserves quant à l'orientation que semblent vouloir prendre les organismes responsables des Communautés. Elle regrette notamment que, tant sur le plan national qu'international, l'Association du Mouvement syndical aux travaux des Communautés se soit heurtée déjà si souvent à des oppositions.

L'Organisation Européenne de la C.I.S.C. ne cessera de lutter pour la pleine reconnaissance, aux travailleurs européens et à tous ceux des Territoires associés, de leur droit de cité dans la Communauté en voie d'édification.

## SYNDICATS ET TRAVAILLEURS EUROPEENS

### Rencontre des travailleurs du cinéma et de la télévision à Vienne

Le Comité Directeur de la Fédération européenne des techniciens du cinéma et de la télévision a tenu une session à Vienne, en Autriche, les 5 et 6 mars 1959. Des représentants syndicaux de Belgique, de France, d'Allemagne, d'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, de la Suisse et d'Autriche ont discuté certains points relatifs à l'échange de renseignements concernant les questions de salaires, de conditions de travail et d'avantages sociaux des travailleurs de ces industries. Les questions relatives à l'Eurovision, réseau européen de télévision, ont également été étudiées par le Comité ci-dessus.

### Les Syndicats allemands hostiles aux communistes

Le Comité exécutif de la Centrale Syndicale allemande (D.G.B.), lors de sa session récente de Berlin, a une fois de plus réaffirmé sa position le rejeté tout contact entre le D.G.B. et ses syndicats affiliés d'une part et les syndicats d'obédience communiste de l'Allemagne de l'Est, de l'autre. Il a déclaré que de tels contacts sont inconciliables avec la solidarité du D.G.B. avec les travailleurs qui ont lutté pour la liberté dans la Zone soviétique et à Berlin. «Ceux qui établissent des contacts avec l'Est peuvent compter qu'ils seront expulsés du D.G.B.», a dit Willi Richter, président du D.G.B. Le Comité exécutif a été heureux de l'intention exprimée par les grandes puissances de résoudre enfin le problème allemand. Il a accusé l'Union Soviétique de violer le droit des nations à l'autodétermination et la Charte des Nations Unies.

### La misère des travailleurs communistes

Un des traits caractéristiques des personnalités syndicales des pays d'obédience communiste est qu'elles font tout ce qui est en leur pouvoir pour protéger l'employeur plutôt que le travailleur; non seulement elles ne luttent pas pour faire obtenir aux travailleurs de meilleures conditions de vie, mais elles tentent également de l'empêcher de demander une amélioration de son sort. Il convient de comparer cette attitude avec celle des syndicats du monde libre, où le niveau de vie des travailleurs est bien plus élevé, et où les dirigeants syndicaux s'efforcent sans cesse de défendre les intérêts des travailleurs et de faire augmenter leurs salaires.

### Des milliers de travailleurs polonais sont en dessous du minimum vital

Le président de la fédération des syndicats polonais, Ignacy Loga-Sovinski, a récemment déclaré au Congrès du parti communiste polonais qui a eu lieu à Varsovie, que 22,5% des travailleurs de Pologne gagnaient moins de 1.000 zlotys, rémunération qualifiée par lui de salaire minimum vital. Loga-Sovinski a ajouté qu'il n'était pas question pour l'instant d'augmenter les salaires et a lancé un appel en vue d'un accroissement de la productivité.

Il a cependant oublié d'ajouter que, d'après les journaux communistes, 1.000 zlotys par mois sont un salaire minimum vital pour un seul travailleur. Une famille de quatre personnes a besoin d'au moins 2.500 zlotys par mois et l'on estime qu'environ 7% seulement des travailleurs arrivent à gagner cette somme.

### bulletin européen

Fondateur CONSTANTIN DRAGAN, Directeur responsable: **GIORGIO DEL VECCHIO**

Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROME

Tél. 61.260

### ABONNEMENTS

Italie . . . . . Lires 2000 | Etranger . . Dollars 3, -  
 ABONNEMENTS D'HONNEUR - 5000 | ABONNEMENT D'HONNEUR .. 10. -

c/c postale Roma N. 1|16299

Edité par l'Agence de Presse Radio Europe  
 Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15|2|1951

STUDIO TIPOGRAFICO B. S. - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

# bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME

R O M E

Fondé en 1950 par CONSTANTIN DRAGAN

*ont collaboré...*

Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEY-GUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Endrik BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. von ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Ralmond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKI, Jacques de JONG, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Eduoard LUDWIG, Harold MACMILLAN, J. N. MANZATTI, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, Francis DE MIOMANDRE, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Gonzague de REYNOLDES, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE-LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.